



POLITIQUE

Des élus régionaux malmenés?

Dans une interpellation au **Grand Conseil** bernois, le socialiste biennois Karim Saïd s'inquiète des pressions et autres insultes toujours plus nombreuses auxquelles doivent faire face les hommes et femmes politiques. Une situation qui n'épargne pas les élus de la région.

Insultes sur les réseaux sociaux, menaces, lettres anonymes... Il ne fait visiblement pas tous les jours bon être politicien. **Député** au **Grand Conseil**, le Biennois Karim Saïd s'inquiète de cette situation.

Dans une interpellation visant à rendre le **Gouvernement** attentif à la problématique, le socialiste cite une enquête réalisée cette année dans le **canton** de Zurich. Selon elle, un tiers des élus auraient déjà été confrontés à des discours de haine. «Ici aussi, on constate de plus en plus de cas, notamment depuis la pandémie de Covid où les autorités ont parfois été particulièrement visées», relève-t-il. Et de regretter que de tels comportements puissent mettre à mal la démocratie. «Il n'est pas rare que



Que l'on siège au **Grand Conseil** (ici en photo) ou dans un autre organe, la fonction d'élu n'est pas toujours de tout repos. ARCHIVES STEPHANE GERBER

des politiciens finissent par démissionner», souligne-t-il

Une vraie problématique

Interrogée à ce propos, la présidente de Jura biennois.Bienne (Jb.B), association qui regroupe les communes de la région, abonde dans ce sens. «Oui, c'est une problématique générale», regrette Virginie Heyer, également maire de Perrefitte et **députée** PLR au **Grand Conseil**.

Concrètement, la thématique n'a pour l'heure jamais été traitée dans le cadre de Jb.B. «Ce n'est peut-être pas un su-

jet de préoccupation majeur, mais on le vit tout de même pleinement. On peut dire que les lettres anonymes et insultes sont monnaie courante», constate-t-elle, tout en indiquant avoir eu bien des retours en ce sens d'autres élus de la région. À titre personnel, elle indique avoir déjà dû faire face à de tels agissements. Et de souligner qu'il s'agit heureusement de cas isolés. «Cela n'arrive pas tous les jours, mais c'est tout de même pesant.»

Conseiller municipal prévôtis, Valentin Zuber dit lui aussi avoir été victime de tels

comportements, notamment dans le cadre des campagnes pour les votes sur l'appartenance **cantonale** de Moutier en 2017 et 2021. «C'était parfois violent, notamment sur les réseaux sociaux où les gens se laissent beaucoup plus aller que dans la réalité», constate l'élu PSA.

Le cuir plus épais?

«Certains considèrent que les élus politiques doivent avoir le cuir plus épais que d'autres citoyens, mais il n'y a aucune raison que les politiciens doivent davantage tolé-

rer les attaques personnelles», estime-t-il encore.

Conseiller national UDC et maire de Cortébert, Manfred Bühler assure n'avoir pas été épargné non plus, lui aussi notamment eu égard à ses convictions dans le cadre de la Question jurassienne. «C'est une problématique réelle et que je regrette bien sûr.»

Du côté du **Gouvernement bernois**, on se dit conscient de la situation. Dans sa réponse à l'interpellation, l'exécutif fait savoir que la **police cantonale** a mis en place depuis quelques années un dispositif de gestion des menaces. «Ce service conseille les autorités **cantonales** et communales à ce sujet. Ces prestations sont aussi à la disposition des personnes actives en politique», note-t-il, estimant qu'il n'y a dès lors pas lieu d'instaurer de nouveaux outils, ni de sensibiliser davantage la population.

Revaloriser la fonction

Satisfait de savoir qu'une offre de soutien existe, Karim Saïd estime toutefois qu'il pourrait être judicieux de mieux la faire connaître.

Enfin, pour Valentin Zuber comme pour Virginie Heyer, un travail de revalorisation du statut des élus pourrait être bénéfique. CATHERINE BÜRKI